

l'intention de proclamer une amnistie générale en faveur des insoumis. Certes, il est bien plus nécessaire d'adopter une pareille politique dans un pays comme le nôtre où la population n'avait pas la moindre idée des obligations que comporte le service militaire. Je n'ai pas du tout l'intention de passer en revue les diverses raisons qui militent en faveur de l'adoption d'une loi d'amnistie générale au Canada. Je me contenterai de faire valoir la nécessité de maintenir et d'augmenter notre production; or, nous n'atteindrons pas le but, si le Gouvernement continue à incarcérer les jeunes cultivateurs, comme il le fait actuellement. Je pourrais aussi invoquer, entre autres raisons de plus, la nécessité de maintenir nos industries de paix au moment où le malaise règne par tout le pays. L'application de la loi du service militaire a pour résultat actuellement l'incarcération de récalcitrants pauvres et qui devaient être laissés libres de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

D'un autre côté, les riches sont dans une situation différente. Ils ont le choix. Le pauvre ne peut pas payer l'amende de \$250; il est jeté en prison chaque fois qu'il doit rendre compte, et ce qui est lamentable, c'est que le plus souvent il est cultivateur. J'invite le ministère à peser ces faits, car il n'est pas encore trop tard. Je soutiens que la politique a été la cause de la résistance à la loi du service militaire dans certains milieux. Cela étant, je déclare que le ministère est au moins tenu d'être clément et de faire grâce aux transgresseurs de la loi. Une telle conduite serait appréciée, j'en suis sûr, et contribuerait grandement à rétablir le pays dans son état normal.

Je ne saurais mieux terminer mon discours qu'en rappelant ce que disait l'autre jour le général Smuts du regretté général Botha:

Il retourna au Sud-Africain plus convaincu que jamais que le salut et la guérison ne se trouveraient que dans un nouveau sentiment d'humanité et dans le pardon et l'oubli des disputes et des fautes anciennes.

M. BALDWIN: Monsieur l'Orateur, il me semble que le chef du Gouvernement ait réuni les Chambres par suite de ce que j'appellerai "une idée à peine ébauchée". Les députés sont ici depuis cinq jours déjà; nous entrons dans la quatrième session de la présente législature et à cause des exigences de celle-ci, l'imprimerie est jour et nuit en pleine activité. La seule conclusion à tirer est que, pour une raison ou pour une autre, des hommes de beaucoup d'expérience ont perdu de vue les travaux préliminaires que nécessite la convocation des

[M. Demers.]

Chambres. Le chef du Gouvernement, ainsi que plusieurs de ses collègues, a passé près de neuf mois en Europe. Nous ignorons s'ils avaient été appelés à Paris ou s'ils y sont allés d'eux-mêmes; cependant, nous n'ignorons pas que leurs travaux à la Conférence de la paix, à l'arrière-garde, ont été insignifiants. Pendant que la conférence délibérait, les législateurs canadiens accomplissaient leur besogne à la vieille enseigne sous l'œil de ministres trop nombreux. L'hiver dernier, le bruit courait que quelques-uns des délégués du Canada à la Conférence de la paix iraient à l'île du Prince. S'ils s'y étaient rendus afin de s'entretenir avec les anciennes tribus cannibales d'Orient, cela ne nous aurait pas inquiétés.

M. LAPOINTE (Kamouraska): Des tribus amphibies.

M. BALDWIN: Cela ne nous aurait pas inquiétés, dis-je, vu la surabondance des ministres qui se trouvaient ici pour gérer les affaires de l'Etat et semer à tous les vents les fonds publics. Ils étaient sous la houlette de l'ancien ministre des Finances, homme d'une noble prestance, d'un beau caractère et de bonnes manières. Pourtant, il s'est monté la tête, a parlé de sales nourrissons, a mis les poucettes de la clôture, a baïllonné l'opposition; puis lui et les autres ministres ont agi à leur guise et ont livré le pays à la grande pieuvre, les chemins de fer. Cela ne suffisant pas, ils ont déposé un projet de logement afin de construire des habitations pour ceux qui étaient trop paresseux pour prendre soin d'eux-mêmes. Puis, ils avaient un projet de bonnes routes, mais les provinces n'étaient pas organisées afin de recevoir les fonds et n'avaient aucun moyen de les employer sagement.

Ce n'est pas tout. Ils ont multiplié les dépenses en imposant au pays la duplication de l'effectif de la gendarmerie à cheval du Nord-Ouest—cet excellent corps que nous avions depuis tant d'années—à une époque où ils jugeaient à propos d'interdire l'immigration. Et ils ont doublé l'armée permanente. Comment cette mesure cadrerait-elle avec la conduite de nos mandataires à la Conférence de la paix—conférence qui a concentré tous ses efforts pour rendre de nouvelles guerres complètement impossibles? L'histoire nous a enseigné que tout pays qui établit le militarisme continue à l'accentuer et à le développer jusqu'à ce qu'enfin il trouve une excuse pour déclarer la guerre. Nous ne voulons pas de cela au Canada.

A la dernière session, on nous a dit et répété que nous ne savions pas ce que nous